

Au Kosovo, les Serbes du Sud se résignent à accepter les institutions de Pristina (Piotr Smolar)

Article paru dans l'édition du 31.12.11

Le fatalisme l'emporte auprès de la majorité des Serbes vivant dans le sud du Kosovo alors que ceux du nord du pays refusent toute intégration

Les canapés en cuir neufs ne sont pas encore imprégnés de l'odeur de cigarette. Une boîte de chocolats entamée repose sur le bureau. Un grand écran de télévision est allumé, sans le son. Nenad Cvetkovic dispose d'excellentes conditions pour assumer ses prérogatives. Il est maire de la municipalité de Partesh/Partes : 6 000 Serbes réunis dans trois villages, situés à environ 50 km à l'ouest de Pristina, la capitale kosovare.

M. Cvetkovic prétend incarner les progrès accomplis dans le sud du pays en matière d'intégration des Serbes dans les institutions. « *Après la proclamation de l'indépendance du Kosovo en février 2008, on a su prendre notre destin en main, malgré les pressions de la Serbie* », dit-il. Elu maire en juillet 2010, il estime que les habitants « *n'ont pas de problème d'intégration, mais de développement économique, comme dans toute la région* ».

De l'autre côté du fleuve Ibar, les Serbes du nord du Kosovo font la « une » de l'actualité régionale depuis la fin juillet. Ils ont édifié des barricades pour empêcher les douaniers kosovars de prendre le contrôle des postes frontières, envisagent un référendum pour marquer leur défiance vis-à-vis de Pristina. Mais on oublie souvent que les deux tiers des quelque 110 000 Serbes vivant au Kosovo résident dans les six municipalités au sud, sous l'autorité de Pristina. Leurs besoins et leurs vues sont très différents. « *Mon message aux Serbes du Nord est clair : les barricades sont la plus mauvaise des variantes*, dit Nenad Cvetkovic. *Ils doivent accepter le plan Ahtisaari.* »

Partesh/Partes est l'une des six municipalités à majorité serbe définies par le plan Ahtisaari. En 2007, le médiateur finlandais des Nations unies a proposé une voie de règlement de la question kosovare. Il prévoyait une indépendance sous supervision internationale, mais aussi une décentralisation exceptionnelle sur un territoire aussi petit. Depuis, une grande attention est portée au sort des Serbes du Sud, pour préserver l'idée d'une société multiethnique. Leur participation aux élections est un des succès de Pristina.

Au niveau central, trois ministres sur 16 sont serbes. Au niveau local, l'argent des organisations internationales et du gouvernement abonde. M. Cvetkovic revendique un budget de 1 million d'euros pour 6 000 habitants. Son administration compte 300 employés (mairie, professeurs, médecins). Il y a un mois, le bâtiment d'un futur hôpital de 800 000 euros a été achevé à Pasjan/Pasjane, l'un des villages de Partesh/Partes.

A côté du chantier se trouve un lycée médical. Il accueille une centaine d'élèves, surtout originaires des environs. « *Pour l'instant, les possibilités de trouver un emploi à la sortie sont inexistantes, reconnaît Milorad Djoric, son directeur. Certains essayeront de poursuivre leurs études à l'étranger.* » Le vestibule de cette ancienne entreprise textile est glacial. A l'intérieur, les élèves profitent de la chaleur des poêles. La mairie a offert le bois. Le directeur espère que ses élèves travailleront bientôt dans l'hôpital voisin. Les Serbes se sentent toujours plus rassurés quand ils n'ont pas à se déplacer trop loin, même jusqu'à Gjilan/Gnjilane, le centre administratif du district. « *Les Serbes ont moins peur qu'avant, mais ils sont moins nombreux* », résume M. Djoric. Le vieillissement démographique de cette population est une grande préoccupation.

Les villages serbes du Sud sont entourés par la population albanaise. Pour les habitants, une seule alternative subsiste : l'intégration ou l'exil. De temps à autre, des faits divers tragiques, toujours exploités par Belgrade, rappellent que les relations entre communautés albanaise et serbe se sont certes apaisées, mais pas encore normalisées. Le souvenir des émeutes ethniques de mars 2004, qui ont fait 19 morts (11 Albanais et 8 Serbes) et 4 000 déplacés côté serbe, demeure puissant.

Mais il est clair, aussi, que les intérêts des Serbes du Nord et du Sud divergent. Tandis que ceux du Nord refusent toute intégration au sein des institutions kosovares, ceux du Sud s'y sont déjà résignés. Ils s'opposent à l'idée d'une partition du Kosovo - le Nord étant alors rattaché à la Serbie - car ils craignent de perdre les fonds de Belgrade et de subir une nouvelle migration massive. Réalistes, ils ne parlent pas non plus d'une réintégration dans la Serbie.

D'où une curieuse schizophrénie. Les municipalités serbes ont deux sortes d'institutions, serbes et kosovares, qui revendiquent toutes leur légitimité populaire. « *On ne travaille pas avec ces collabos, désignés dans des élections truquées* », explique ainsi Predrag Stojkovic, le coordinateur régional pour le gouvernement serbe dans la région. Celui-ci gère chaque mois environ 90 000 euros d'aides sociales. L'argent, le nerf de la paix.

Tous ses acteurs lucides le savent : ce système est condamné à long terme. Mais, alors que la question du Nord empoisonne Pristina et Belgrade, personne ne souhaite rouvrir le dossier du Sud. Ces municipalités serbes vivent donc sous perfusion, quasiment sans recettes propres, au risque de susciter la jalousie d'habitants albanais.

« *Etre Serbe du Sud et travailler dans le secteur public est une très bonne affaire, explique l'analyste Verena Knaus. Mais on ne peut pas interrompre ce double financement du jour au lendemain.* » Un professeur serbe peut recevoir de 40 000 à 60 000 dinars (de 400 à 600 euros) de Belgrade, plus environ 300 euros de Pristina. Toutefois, ce cumul n'est pas automatique. D'où l'opacité du système, qui repose sur des allégeances locales.

Maja Cvetkovic n'a aucun lien de parenté avec le maire, Nenad Cvetkovic. Depuis six mois, cette institutrice a pris la direction du principal établissement scolaire de Partesh/Partes. Les élèves travaillent selon les programmes écrits à Belgrade, les salaires viennent aussi de là. Enfin, ça dépend pour qui. Mme Cvetkovic se retient pour ne pas dire du mal du maire. « *Il paie des instituteurs qui ne viennent jamais, ce sont des emplois fictifs choquants* », dit-elle. L'école compte, par exemple, un vice-directeur qui est en fait un étudiant ne prenant jamais la peine de se manifester.